

Spécial | Un Plan Protéines pour sortir de la dépendance



Arnaud Rousseau, administrateur à la Fédération des producteurs d'Oléagineux et Protéagineux (FOP) et vice-président de la FDSEA de Seine-et-Marne, est venu présenter un plan pour réduire la dépendance de la France en protéines, ce lundi 3 juin, au stand de la FNSEA sur le Salon de l'Agriculture. La France est aujourd'hui déficitaire en protéines à hauteur de 45%. L'objectif est de réduire ce déficit de 10% d'ici 5 ans. Pour ce faire, l'interprofession des huiles et protéines végétales (Terres Univia), qui porte le projet, attend un engagement de tous les pouvoirs publics, du niveau local au niveau européen.

« Notre objectif est de réduire notre dépendance, pas d'atteindre l'autonomie », a déclaré Arnaud Rousseau, administrateur à la Fédération des producteurs d'Oléagineux et Protéagineux (FOP) et vice-président de la FDSEA de Seine-et-Marne, ce lundi 3 juin, au stand de la FNSEA sur le Salon de l'Agriculture en présentant le Plan Protéines. Ce plan de filière est porté par l'interprofession des huiles et protéines végétales (Terres Univia).

Le monde fait en effet face à une demande croissante de protéines, animales et végétales en ce qui concerne les pays émergents, et plus particulièrement végétales dans les pays les plus développés notamment européens. En France, certaines protéines nécessaires à la production agricole animale manquent à l'appel, ce qui nuit considérablement à la durabilité des systèmes de production. Ces dernières sont rassemblées dans l'appellation Matières premières Riches en Protéines (MRP). Elles servent à nourrir les filières animales. La France comble donc son déficit par des importations massives de soja, très majoritairement OGM.

Même constat pour certains types de protéines végétales destinées à l'alimentation humaine, comme les lentilles, souvent importées du Canada, où l'utilisation du glyphosate y est massive. « Pour le moment, le continent américain nous fournit la majorité de nos protéines, développe Arnaud Rousseau, exploitant agricole installé en Seine-et-Marne, c'est un deal qui date des années 60. » Le Plan Protéines vise à retrouver une forme de souveraineté et répondre à la volonté des clients qui sont de plus en plus exigeants vis-à-vis de la traçabilité des produits, en parallèle d'un courant grandissant autour du végétal.

Pédagogie et retour sur investissement

Le Plan Protéines se base sur deux objectifs : améliorer de 10% la souveraineté en MRP et produire au moins

100% des besoins en protéines végétales pour l'alimentation humaine. Concrètement, cela passera par une augmentation de 500 000 hectares de la sole d'oléoprotéagineux en France. « Le challenge est de réussir à avoir des retours sur investissement, sinon les agriculteurs ne voudront pas s'y mettre, précise Arnaud Rousseau, également président du groupe Avril gestion. Nous aurons besoin de faire un effort de pédagogie. »

Aides à l'investissement et accompagnement aux pratiques des producteurs sont prévus dans ce plan, ainsi qu'un renforcement de la recherche pour favoriser l'innovation dans la culture protéagineuse. « Une enveloppe de 150 millions d'euros consacrée aux protéines est dans les circuits de la PAC, présente l'administrateur à la Fédération des producteurs d'Oléagineux et Protéagineux (FOP). Au niveau national, Emmanuel Macron a promis d'investir. Nous savons que le budget de l'Etat est contraint, mais il faut nous donner les moyens d'y arriver, en mobilisant aussi l'Union européenne. » Le ministre de l'Agriculture devrait annoncer une feuille de route pour le Plan Protéines d'ici la fin du mois de juin.

Alix Fourcade

Crédit Photo : Alix Fourcade
Publié sur aqui.fr le 04/06/2019
[Url de cet article](#)